



Message 2020-DAEC-216

8 février 2021

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'une subvention au projet «Protection contre les crues et revitalisation sur la Singine», sur le territoire de la commune de Bösingen

Sur requête de la commune de Bösingen, nous vous demandons d'accorder une subvention cantonale d'un montant maximum de 2 405 000 francs au projet «Protection contre les crues et revitalisation de la Singine»

Le message se présente sous la forme suivante:

1. Motifs du projet	1
2. Description du projet	2
3. Estimation des coûts	2
4. Demandes de subvention	2
5. Conséquence d'un refus	3
6. Autres conséquences	3
7. En conclusion	3

1. Motifs du projet

Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, la largeur de la Singine à Bösinggen était encore de 60 à 80 mètres environ. L'espace du cours d'eau, qui comprend le lit actif de la rivière et la forêt alluviale, avait à l'époque une largeur de 150 à 300 m. Au début du XX^e siècle, le cours d'eau a été fortement redressé et canalisé. Le lit de la rivière, initialement ramifié, consiste depuis en un canal uniforme d'environ 30 m de large. Avec la correction de la rivière, des surfaces précieuses ont été gagnées pour l'agriculture et des lotissements. En revanche, les zones alluviales le long de la Singine ont été pratiquement entièrement détruites.

Les berges de cette rivière ont été aménagées pour les protéger contre le pouvoir érosif de l'eau. Cependant, cette protection est devenue obsolète. Aujourd'hui, environ deux tiers des berges qui avaient été consolidées sont endommagées ou présentent un risque de défaillance. A moyen terme, la digue arrière de protection contre les crues est donc également menacée. Le camping Noflen est actuellement insuffisamment protégé contre le risque d'inondation. Les inondations dans la région de Noflen/Noflenmatte ne sont pas seulement causées par la Singine, mais aussi par les deux ruisseaux laté-

raux Noflenbach et Mülibach. Il est donc nécessaire d'agir en termes de protection contre les crues.

La canalisation de la Singine a entraîné un appauvrissement des biotopes et donc une forte diminution de la variété des espèces. Le potentiel d'amélioration écologique est élevé. C'est pourquoi la revitalisation de ce tronçon de cours d'eau est également prioritaire dans le plan de revitalisation cantonal prescrit par la loi.

Avec le projet «Protection contre les crues et revitalisation de la Singine», les déficits de protection existants seront comblés et la protection contre les crues sera à nouveau assurée pour les 100 prochaines années. Le cours d'eau et son espace réservé seront revalorisés sur le plan écologique. La Singine va pouvoir modeler son lit de manière autodynamique, afin de créer des habitats divers et précieux pour les animaux et les plantes. Grâce à un nouveau paysage naturel attrayant et un accès à l'eau pour la baignade, les grillades et le repos, la zone de détente pour la population en sera aussi revalorisée. Par ailleurs, le projet fournit une contribution significative à la protection contre les crues sur le territoire de la commune de Laupen (BE).

2. Description du projet

Le projet «Protection contre les crues et revitalisation de la Singine» est un projet commun des communes de Bösinggen et de Laupen (canton de Berne). Il a été développé en collaboration avec les services en charge de la gestion des eaux des cantons de Fribourg et de Berne, ainsi qu'avec l'Office fédéral de l'environnement.

Les mesures prévues correspondent au concept de développement de la Singine GEK Sense21, qui a été élaboré dans les années 2013–2016 par les cantons de Fribourg et de Berne en collaboration avec les communes riveraines et la population.

Le projet fait partie du projet global «Réaménagement du réseau routier et développement urbain de Laupen», qui prévoit des mesures d'aménagement des eaux de la Singine, la réfection de la traversée de la localité, la construction du nouveau pont sur la Singine et le déplacement de la gare de Laupen. Il a donc été traité dans le cadre de la procédure d'approbation des plans prévue par la loi sur les chemins de fer et approuvé par décision y afférente du 30 avril 2020 de l'Office fédéral des transports.

Le projet d'aménagement des eaux comprend des mesures de protection contre les crues et de revitalisation sur une longueur d'environ 2 km des deux côtés de la Singine, entre la limite communale Laupen/Neuenegg et l'embouchure dans la Sarine. Dans la région de la commune de Bösinggen, il prévoit les mesures suivantes (voir également le plan de situation ci-joint):

- > Suppression des anciennes structures existantes pour la protection des berges, afin que la Singine puisse modeler elle-même son lit de manière dynamique sur une longueur d'environ 1000 mètres et sur une largeur de 80–90 mètres (la largeur actuelle de la rivière est de 25–30 mètres).
- > Construction d'une nouvelle digue de protection contre les crues en bordure de l'espace réservé à la Singine, afin que le niveau actuel de protection des terres agricoles soit maintenu à l'avenir.
- > Aménagement des berges en bordure de l'espace réservé aux eaux, pour protéger la nouvelle digue et les terres agricoles à usage intensif qui se trouvent derrière.
- > Relèvement et renforcement de la digue le long du camping de Noflen et aménagement des deux ruisseaux latéraux Noflenbach et Mülibach.
- > Création d'un nouveau chemin de rive sur la nouvelle digue de protection contre les crues.

3. Estimation des coûts

Coûts totaux de l'aménagement des eaux selon le projet (coûts de construction, honoraires, acquisition de terrain et indemnités, coûts liés aux risques, divers)	Fr.	22 300 000
./. Coûts non subventionnables (conduites à charge du propriétaire d'ouvrage, taxes)	Fr.	<u>- 2 113 000</u>
Coûts donnant droit à subvention pour l'aménagement des eaux (BE et FR)	Fr.	20 187 000
./. Coûts de l'aménagement des eaux, commune de Laupen (canton Berne)	Fr.	<u>- 15 070 000</u>
Coûts subventionnables de l'aménagement des eaux, commune de Bösinggen	Fr.	5 117 000

4. Demandes de subvention

La commune de Bösinggen demande une contribution cantonale pour le projet de protection contre les crues et de revitalisation.

Les coûts subventionnables pour les mesures d'aménagement des eaux sur le territoire de la commune de Bösinggen sont estimés à 5 117 000 francs.

L'Office fédéral de l'environnement envisage de subventionner à un taux de 60% les coûts subventionnables pour les mesures d'aménagement des eaux.

Sur la base des articles 47, 48 et 49 de la loi du 18 décembre 2009 sur les eaux (LCEaux) et des articles 60, 61 et 63 du Règlement du 21 juin 2011 sur les eaux (RCEaux), la subvention de l'Etat en faveur de la commune de Bösinggen s'élève à 32%, avec une majoration de 15% pour les travaux de revitalisation. Il en résulte une contribution cantonale totale de maximum 47% des dépenses subventionnables de 5 117 000 francs prévus dans l'estimation des coûts, ce qui correspond à un montant maximum de 2 405 000 francs. Cette contribution cantonale serait versée en fonction de l'avancement des travaux et des fonds disponibles.

Le montant total des contributions fédérales et cantonales pour ce projet ne peut pas dépasser 80% des dépenses subventionnables (art. 47 al. 2 LCEaux). Si cette limite était dépassée, la contribution cantonale serait réduite en conséquence. Compte tenu de la contribution fédérale de 60% envisagée mais pas encore formellement engagée, la contribution cantonale devrait donc être de 20% (1 023 400 francs).

5. Conséquence d'un refus

A défaut des mesures prévues, il faudrait s'attendre encore à des inondations, à l'érosion des berges et à des dommages matériels. La commune de Bösinggen devrait de toute façon réparer dans un avenir proche les rives, qui sont en piteux état. Les coûts de réparation seraient nettement plus élevés pour la commune et le canton, car la Confédération ne contribue que dans une moindre mesure aux pures mesures de protection contre les crues, et aucune subvention du Fonds de régénération des eaux du canton de Berne ne peut être obtenue pour ces travaux.

Le Fonds de régénération des eaux du canton de Berne prend en charge 65% des coûts résiduels des communes, tant ceux de la commune bernoise de Laupen que ceux de la commune fribourgeoise de Bösinggen, et complète ainsi les subventions prévues par la loi dans les deux cantons. Cette participation du Fonds de régénération des eaux du canton de Berne aux coûts dans le canton de Fribourg est prévue dans le cas de mesures sur les eaux frontalières, pour autant que celles-ci profitent également à la partie bernoise du cours d'eau.

Le canton de Berne a déjà approuvé le crédit pour ce projet intercantonal d'aménagement des eaux, à la fois la subvention cantonale et la contribution du Fonds de régénération des eaux. Si les mesures ne sont pas réalisées sur le sol fribourgeois, le canton de Berne devra également réviser son projet d'aménagement des eaux.

6. Autres conséquences

Le décret soumis n'a aucune influence sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes. Il n'a pas d'impact sur les effectifs du personnel de l'Etat et n'est pas affecté par les questions d'eurocompatibilité. Ce décret n'est pas soumis au référendum financier.

7. En conclusion

Pour les motifs exposés ci-dessus, le Conseil d'Etat recommande au Grand Conseil de soutenir le projet d'aménagement des eaux de la commune de Bösinggen par une subvention cantonale d'un montant maximal de 2 405 000 francs.

Le Conseil d'Etat demande au Grand Conseil d'adopter le projet de décret.

Annexes

—
Plan de situation «W2-3_Situationsplan_Ost»



Botschaft 2020-DAEC-216

8. Februar 2021

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über einen Beitrag an das Projekt «Hochwasserschutz und Gewässerrevitalisierung Sense» auf dem Gebiet der Gemeinde Böisingen

Auf Antrag der Gemeinde Böisingen ersuchen wir Sie um die Gewährung eines Kantonsbeitrags von maximal 2 405 000 Franken an das Projekt «Hochwasserschutz und Gewässerrevitalisierung Sense»

Die Botschaft ist wie folgt gegliedert:

1. Begründung des Vorhabens	4
2. Projektbeschreibung	5
3. Kostenvoranschlag	5
4. Subventionsbegehren	5
5. Folgen einer Ablehnung	6
6. Weitere Folgen	6
7. Schlussfolgerung	6

1. Begründung des Vorhabens

Bis Ende 19. Jahrhundert betrug die Flussbreite der Sense in Böisingen noch rund 60 bis 80 m. Der Gewässerraum, der das aktive Flussbett und den Auenwald miteinschliesst, war zu dieser Zeit zwischen 150 und 300 m breit. Anfangs 20. Jahrhundert wurde das Gewässer stark begradigt und kanalisiert. Das ursprünglich verzweigte Gerinne besteht seither aus einem gleichförmigen rund 30 m breiten Kanal. Mit der Flusskorrektur wurden wertvolle Flächen für die Landwirtschaft und für Siedlungen gewonnen. Die Auenflächen an der Sense wurden hingegen fast vollständig zerstört.

Die Ufer der Sense wurden verbaut, um sie gegen die Erosionskraft des Gewässers zu schützen. Dieser Erosionsschutz ist aber in die Jahre gekommen. Rund zwei Drittel der verbauten Ufer sind heute beschädigt oder stellen ein Versagensrisiko dar. Mittelfristig ist daher auch der rückwärtige Hochwasserschutzdamm gefährdet. Der Campingplatz Noflen ist heute ungenügend gegen die Überschwemmungsgefahr der Sense geschützt. Die Überschwemmungen im Gebiet Noflen/Noflenmatte erfolgen aber nicht nur durch die Sense, sondern auch durch die beiden Seitenbäche Noflen-, resp. Mülibach. Für den Hochwasserschutz besteht also Handlungsbedarf.

Die Kanalisierung der Sense hat eine Verarmung der Lebensräume und somit auch eine starke Abnahme des Artenreichtums zur Folge. Das ökologische Aufwertungspotential ist hoch. Deshalb wird die Revitalisierung dieses Gewässerabschnitts in der gesetzlich vorgeschriebenen kantonalen Revitalisierungsplanung auch mit erster Priorität eingestuft.

Mit dem Projekt «Hochwasserschutz und Gewässerrevitalisierung Sense» sollen die bestehenden Schutzdefizite behoben und der Hochwasserschutz für die nächsten 100 Jahre wieder sichergestellt werden. Das Gewässer und der Gewässerraum sollen ökologisch aufgewertet werden. Die Sense soll ihr Flussbett eigendynamisch gestalten können, so dass vielfältige und wertvolle Lebensräume für Tiere und Pflanzen entstehen. Mit einer neuen attraktiven Naturlandschaft und Zugängen zum Gewässer fürs Baden, Bräteln und Verweilen soll auch das Naherholungsgebiet der Bevölkerung aufgewertet werden. Zudem leistet das Projekt einen wesentlichen Beitrag daran, den Hochwasserschutz auf dem Gebiet der Gemeinde Laupen (BE) zu erstellen.

2. Projektbeschreibung

Das Projekt «Hochwasserschutz und Gewässerrevitalisierung Sense» ist ein gemeinsames Vorhaben der Gemeinden Bösinggen und Laupen (Kanton Bern). Es wurde in Zusammenarbeit mit den Wasserbaufachstellen der Kantone Freiburg und Bern und mit dem Bundesamt für Umwelt erarbeitet.

Die geplanten Massnahmen entsprechen dem Gewässerentwicklungskonzept GEK Sense21, welches die Kantone Freiburg und Bern zusammen mit den Anrainergemeinden und der Bevölkerung in den Jahren 2013–2016 erstellt haben.

Das Projekt ist Teil des Gesamtprojekts «Verkehrssanierung und städtebauliche Entwicklung Laupen», welches Wasserbaumassnahmen an der Sense, die Sanierung der Kantonsstrasse, den Neubau der Sensebrücke und die Verschiebung des Bahnhofs Laupen vorsieht. Es wurde deshalb im Plangenehmigungsverfahren nach Eisenbahngesetz behandelt und im diesbezüglichen Entscheid des Bundesamts für Verkehr vom 30. April 2020 bewilligt.

Das Wasserbauprojekt beinhaltet auf einer Länge von rund 2 km Hochwasserschutz- und Revitalisierungsmassnahmen auf beiden Seiten der Sense zwischen der Gemeindegrenze Laupen/Neuenegg und der Mündung in die Saane. Auf dem Gebiet der Gemeinde Bösinggen sieht es folgende Massnahmen vor (siehe auch beiliegenden Situationsplan):

- > Entfernen der bestehenden alten Uferverbauung, so dass sich die Sense auf einer Länge von rund 1000 Metern ihr Flussbett bis auf eine Breite von 80–90 Metern eigendynamisch selbst gestalten kann (die heutige Flussbreite beträgt 25–30 Meter).
- > Erstellen eines neuen Hochwasserschutzdamms am Rande des Gewässerraums der Sense, so dass der heutige Schutzgrad für die Landwirtschaftsflächen auch in Zukunft erhalten bleibt.
- > Erstellen einer neuen Uferverbauung am Rande des Gewässerraums, zum Schutz des neuen Damms und der dahinterliegenden intensiv genutzten Landwirtschaftsflächen.
- > Erhöhen und Verstärken des Damms entlang des Campingplatzes Noflen und Ausbau der beiden Seitenbäche Noflenbach und Mülibach.
- > Erstellen eines neuen Uferwegs auf dem neuen Hochwasserschutzdamm.

3. Kostenvoranschlag

Gesamtkosten Wasserbau gemäss Projekt (Baukosten, Honorarkosten, Landerwerb und Entschädigungen, Risikokosten, Verschiedenes)	Fr. 22 300 000
./. Nicht beitragsberechtigte Kosten (Werkleitungen zu Lasten Werkeigentümer, Gebühren)	Fr. -2 113 000
Beitragsberechtigte Kosten Wasserbau (BE und FR)	Fr. 20 187 000
./. Wasserbaukosten Gemeinde Laupen (Kanton Bern)	Fr. -15 070 000
Beitragsberechtigte Wasserbaukosten Gemeinde Bösinggen	Fr. 5 117 000

4. Subventionsbegehren

Die Gemeinde Bösinggen beantragt einen Kantonsbeitrag an das Hochwasserschutz- und Revitalisierungsprojekt.

Die beitragsberechtigten Kosten für die Wasserbaumassnahmen auf dem Gemeindegebiet von Bösinggen werden mit 5 117 000 Franken veranschlagt.

Das Bundesamt für Umwelt stellt in Aussicht, die beitragsberechtigten Kosten für die Wasserbaumassnahmen zu einem Satz von 60% zu subventionieren.

Gestützt auf die Artikel 47, 48 und 49 des Gewässergesetzes vom 18. Dezember 2009 (GewG) und die Artikel 60, 61 und 63 des Gewässerreglements vom 21. Juni 2011 (GewR) beträgt die Subvention des Staats zugunsten der Gemeinde Bösinggen 32% mit einem Zuschlag von 15% für Revitalisierungsarbeiten. Dies ergibt einen Kantonsbeitrag von insgesamt maximal 47% der im Kostenvoranschlag vorgesehenen beitragsberechtigten Kosten von 5 117 000 Franken, was einer Summe von maximal 2 405 000 Franken entspricht. Dieser Kantonsbeitrag würde entsprechend dem Fortschreiten der Arbeiten und den zur Verfügung stehenden Mitteln ausbezahlt.

Der Gesamtbetrag der Bundes- und Kantonsbeiträge für dieses Vorhaben darf 80% der beitragsberechtigten Kosten nicht übersteigen (Art. 47 Abs. 2 GewG). Sollte diese Grenze überschritten werden, würde der Kantonsbeitrag entsprechend gekürzt. Aufgrund des in Aussicht gestellten aber noch nicht formell zugesicherten Bundesbeitrags von 60%, wird der Kantonsbeitrag somit voraussichtlich 20% (1 023 400 Franken) betragen.

5. Folgen einer Ablehnung

Ohne die geplanten Massnahmen wäre weiterhin mit Überschwemmungen, Ufererosionen und Sachschäden zu rechnen. Die Gemeinde Bösinggen müsste die maroden Ufer in naher Zukunft ohnehin instand stellen. Die Kosten für die Instandstellung wären sowohl für die Gemeinde wie auch für den Kanton bedeutend höher, da sich der Bund an reinen Hochwasserschutzmassnahmen nur in geringerem Umfang beteiligt und für solche Arbeiten auch kein Beitrag des Berner Renaturierungsfonds erhalten werden kann.

Der Renaturierungsfonds des Kantons Bern übernimmt 65% der Restkosten der Gemeinden, sowohl der Berner Gemeinde Laupen als auch der Freiburger Gemeinde Bösinggen, und ergänzt damit die in den beiden Kantonen gesetzlich vorgesehenen Beiträge. Diese Beteiligung des Renaturierungsfonds des Kantons Bern an Kosten im Kanton Freiburg ist bei Massnahmen an Grenzgewässern vorgesehen, wenn diese auch dem bernischen Teil des Gewässers zugutekommen.

Der Kanton Bern hat den Kredit für dieses interkantonale Wasserbauprojekt, sowohl die kantonale Subvention als auch den Beitrag des Renaturierungsfonds, bereits genehmigt. Falls die Massnahmen auf Freiburger Boden nicht ausgeführt werden, müsste auch der Kanton Bern sein Wasserbauprojekt überarbeiten.

6. Weitere Folgen

Das unterbreitete Dekret hat keinen Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden. Es hat keinen Einfluss auf den Personalbestand des Staats und ist nicht von Fragen der Eurokompatibilität betroffen. Dieses Dekret untersteht nicht dem Finanzreferendum.

7. Schlussfolgerung

Aus den dargelegten Gründen empfiehlt der Staatsrat dem Grossen Rat, das Wasserbauprojekt der Gemeinde Bösinggen mit einem kantonalen Beitrag von maximal 2 405 000 Franken zu unterstützen.

Der Staatsrat ersucht den Grossen Rat, den Dekretsentwurf anzunehmen.

Anhänge

—
Situationsplan «W2-3_Situationsplan_Ost»

**Décret relatif à l'octroi d'une subvention au projet
«Protection contre les crues et revitalisation sur la Singine»,
sur le territoire de la commune de Bösingen**

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): –
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi du 18 décembre 2009 sur les eaux (LCEaux) et son règlement d'exécution du 21 juin 2011 (RCEaux);

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE);

Vu le message 2020-DAEC-216 du Conseil d'Etat du 8 février 2021;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

I.

Art. 1

¹ La demande de la commune de Bösingen pour une subvention cantonale au projet de protection contre les crues et de revitalisation sur la Singine est approuvée.

**Dekret über einen Beitrag an das Projekt
«Hochwasserschutz und Gewässerrevitalisierung Sense»
auf dem Gebiet der Gemeinde Bösingen**

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: –
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Gewässergesetz vom 18. Dezember 2009 (GewG) und dessen Ausführungsreglement vom 21. Juni 2011 (GewR);

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG);

nach Einsicht in die Botschaft 2020-DAEC-216 des Staatsrats vom 8. Februar 2021;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Art. 1

¹ Das Gesuch der Gemeinde Bösingen um einen Kantonsbeitrag an das Hochwasserschutz- und Revitalisierungsprojekt an der Sense wird genehmigt.

Art. 2

¹ Il est octroyé à la commune de Bösingen une subvention de 47% au maximum des dépenses estimées à 5 117 000 francs, jusqu'à un montant de 2 405 000 francs au maximum.

² Le montant total des subventions fédérales et cantonales pour ce projet ne peut pas dépasser 80% des dépenses imputables. Le cas échéant, la subvention cantonale sera réduite en conséquence.

³ Cette dépense sera inscrite sous la position 3845 OPEN 5620.050 – «Subventions cantonales aux communes pour l'aménagement des eaux – Section lacs et cours d'eau» et sera accordée en fonction de l'avancement des travaux et des fonds disponibles.

Art. 3

¹ En acceptant cette subvention, la commune de Bösingen s'engage à maintenir les ouvrages en bon état.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

Ce décret n'est pas soumis au referendum.

Il entre en vigueur immédiatement.

Art. 2

¹ Der Gemeinde Bösingen wird ein Beitrag von maximal 47% der mit 5 117 000 Franken veranschlagten Ausgabe gewährt, höchstens aber 2 405 000 Franken.

² Der Gesamtbetrag der Bundes- und Kantonsbeiträge für dieses Vorhaben darf 80% der anrechenbaren Ausgaben nicht übersteigen. Gegebenenfalls wird der Kantonsbeitrag entsprechend gekürzt.

³ Diese Ausgabe wird unter der Kostenstelle 3845 OPEN 5620.050 – «Kantonsbeiträge an die Gemeinden für den Wasserbau – Sektion Gewässer» verbucht und entsprechend dem Fortschreiten der Arbeiten und den zur Verfügung stehenden Mitteln gewährt.

Art. 3

¹ Die Gemeinde Bösingen verpflichtet sich mit der Annahme des Beitrags, die Bauwerke in gutem Zustand zu erhalten.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Dekret untersteht nicht dem Referendum.

Es tritt sofort in Kraft.